Margaux Girardin – 4A

HRI DEPUIS 1991

Qu'est-ce qu'il y a après 1991 et dans ce moment extraordinaire ? Comment on en est arrivé là ? À ce 25 décembre 1991 et à un tel moment retentissant ?

Uppsala Conflict Data Program* *Base de données sur tous les conflits contemporains

*** Courbe sur le bilan annuel des victimes de conflits armés dans le monde : Pic dans les années 1993/94 avec le Rwanda qui ne dure « que » 3 mois 800 000 à 1 million de morts en 3 mois***
2012/2013 : Guerre en Syrie (500 000 morts depuis le début de la guerre en 2011, cad un des conflits les plus meurtriers depuis la SGM).

La décennie des 90s est marquée par une violence marquée en termes de conflits internationaux (plus meurtrier), à l'inverse, la décennie 2000 marque un déclin de la violence.

2010/2011 : regain de la violence dans la prolongation des printemps arabes et des guerres qui en découlent

Certaines guerres très médiatiques sont des guerres assez peu meurtrières d'où l'importance de remettre en contexte les données.

Découpage en 3 temps de la période : 1991/2011- 2001/2011 (Attentats/Printemps A) – 2011/maintenant

Comment écrire l'histoire du temps présent ?

Quels sont les problèmes de méthode quand on veut écrire sur le présent ?

*** Le plus évident : l'historien est privé d'archives. Dans quasiment tous les pays, organisations internationales, etc, le principe des archives est le principe trentenaire (30 ans avant de pouvoir consulter les archives). Il faut donc saisir d'autres sources qui sont forcément plus compliquées à appréhender et face auxquelles il faut se montrer prudent car elles ont moins de recul et sont moins objectives. Les médias sont très utiles à l'historien mais c'est aussi déjà une mise en scène et une lecture particulière. L'Historien doit chercher des sources mais des journalistes aussi.***

On parle d'événements qui se déroulent encore actuellement alors que l'importance de prendre du recul est énorme. Il est très difficile donc d'avoir une vision close des faits. Aussi, ce sont des évènements qui sont souvent brûlants dans lesquels beaucoup d'affectif est engagé. En France, le temps présent est abordé à l'IHTP

Margaux Girardin – 4A

Organisation pratique du cours :
HRI4A2021

Introduction : 1989/1991 : Qui a « gagné la GF » ?

La réponse à la question semble évidente mais elle n'est pas si simple. Elle est fondamentale pour comprendre les décennies qui ont suivies la GF.

Discours de Gorbatchev en 2014 pour l'anniversaire de la chute du mur et en pleine crise Ukrainienne : Il dit qu'une des raisons de la crise de 2014 est que les Occidentaux pensent avoir gagné la GF et qu'ils ont sombré dans le triomphalisme.
Cette nouvelle GF serait donc liée à cette erreur fondamentale des occidentaux d'avoir gagné alors que Gorby n'a pas l'impression de l'avoir perdu. Pourquoi pense-t-il cela ? Car il est bien placé pour savoir que le processus de 1991 n'est pas une défaite ou une capitulation militaire mais c'est tout un processus qui peut paraître même négocié. Il est vu par Gorby comme la suite de réformes internes et externes, de négociations internationales mais pas comme une capitulation. Sa parole est vue comme celle de dernier grand témoin de cette époque. C'est une véritable erreur de perception selon lui, expliquant beaucoup de malentendus des dernières années.

L'autre logique : Vidéo McDonald's :
Janvier 1990, deux ans avant la chute de l'URSS, la mise en scène de la victoire de l'Occident est forte. L'écart des perceptions est majeur selon où l'on se positionne.

Quelles lectures faut-il avoir de l'année 1991 ?

Première lecture : Lecture soviétique : processus d'implosion d'un état fédéral : ça s'inscrit avec la voie balte le 23 aout 1989. Il s'agit d'une chaine humaine le long de la frontière des États baltes/URSS pour protester et manifester leur volonté d'indépendance

- 11 mars 1990 : La Lituanie proclame son indépendance
- Mars 1990/Octobre 1991 : 13 républiques sur 15 proclament leur indépendance
- 8 décembre 1991 : Accords de Minsk et création de la CEI (Russie, Ukraine, Biélorussie)
- 25 décembre : Démission de Monsieur Gorbatchev
- 26 décembre : Dislocation officielle de l'URSS en 15 États indépendants

On n'est donc pas dans une logique de capitulation internationale et de défaite mais d'un <u>processus progressif</u>

2ème lecture : Dissolution du Bloc de l'Est : Autre chronologie

- ***81/83 : État d'urgence en Pologne, face à la montée en puissance de Solidarnosc c'est la répression et il faut tenter de bâillonner ce mouvement***
- ***1985 : Arrivée de Gorby au pouvoir***
- ***1989 : Hongrie qui ouvre sa frontière avec l'Autriche (ouverture du rideau de fer permettant aux allemands de l'est de passer la frontière)***

Gorby prépare la voie à l'émancipation car il ne réprime pas ces mouvements. Donc la lecture ici est que Gorby laisse ces émancipations avoir lieu et il en fait le choix

3ème lecture : Nouvelle échelle : La fin de la GF et le dialogue Est-Ouest

- ***Gorby dit que les occidentaux ne se sont pas tenus à leurs engagements pris dans le processus***
- ***26 mai 1972 : signature des accords SALT***
- ***1975 : Conf de Helsinki***

On est dans un acte de négociation dans les 90s au moment où l'URSS s'effondre

Idée de négocier les relations avec tous les nouveaux États issus de l'URSS et les intérêts russes auxquels ils ne veulent pas renoncer

4ème lecture : L'URSS a succombée sous les occidentaux : La fin du monde bipolaire

C'est une nouvelle chronologie avec l'IDS

- Invasion de l'Afghanistan
- État d'urgence en Pologne et solidarnosc
- IDS
- "Tear down this wall"
- Chute du mur
- Discours de GWB sur le nouvel ordre mondial
- Réunification allemande
- Guerre du Golfe et victoire du commandement US
- Indépendance des états baltes
- Dissolution de l'URSS ce qui peut expliquer la victoire occidentale

- ***Densité énorme d'évènement sur toute la période et dans tout ça il faut y donner du sens***

- ***Il y a d'autres ruptures décisives : C'est un monde nouveau à beaucoup d'autre égards que la bipolarité***

- Décembre 1978 : Ouverture économique de la Chine et réformes de Deng Xiaoping
- Révolution islamique en Iran
- Invasion soviétique en Afghanistan
- Création de CNN (c'est la première chaine qui diffuse globalement les mêmes images sur toute la planète et de manière générale les médias changent radicalement la donne)
- OMS contre le SIDA (prémices des rapports nord-sud)
- Création du World Web Wide en 1990
- Indépendance de la Namibie (tout dernier pays d'Afrique décolonisé)
- Chute de la dictature de Pinochet renouveau de l'AL
- Sommet de la Terre à Rio (1992) éclatement de la question écologique sur la scène internationale
- Fin de l'Apartheid
- Création de l'OMC (1995) Triomphe du libre-échange et du capitalisme après la défaite du modèle socialiste ?

Première partie : 1991-2001 : nouvel ordre ou nouveau désordre mondial ?

L'idée d'un nouvel ordre mondial est empruntée à George Bush dans son discours au congrès de 1990. 10 ans plus tard, Tzvetan TODOROV parle de « nouveau désordre mondial ». Qu'est-ce qui donne prise à une telle interprétation ?

I - Un « moment unipolaire » ? (Charles Krauthammer, 1991 : The unipolar moment)

Journaliste, conservateur assez atypique, éditorialiste majeur du WP

Cet article a fait date car il remet en cause plusieurs idées reçues sur ce que devait être le système international de l'après GF. L'idée dominante, et ce que laissait entrevoir GB, était celle d'une bipolarité disparue laissant place à un monde multipolaire où l'ONU jouerait un rôle central car elle ne serait plus bloquée entre les deux blocs.

C'est contre cette lecture qu'il se pose : ce n'est pas le multi-polarisme qui va remplacer la GF mais un seul acteur demeure : les USA et donc un système unipolaire. On retrouve cette interprétation aussi sous le nom de « décennie américaine » cad une décennie dorée grâce à la fin de la GF, la prospérité économique, une forme de paix, etc. C'est une vision américano-centré.

Comment s'organise cette vision ?

Quand CK écrit son article, il y a le contexte de la Guerre du Golfe c'est-à-dire d'une opération militaire <u>menée par les US</u> dans une atmosphère de consensus international. Cette guerre est montrée comme

exemple d'une communauté internationale qui fonctionne parfaitement : les USA y jouent le premier rôle. C.K. en est convaincu, mais en ce qui concerne l'ONU beaucoup moins.

 Principaux arguments et idées :

1- Le monde serait unipolaire car aucun autre pays ne peut prétendre être au niveau des US sur le plan militaire, politique, économique, etc. Personne ne peut prendre la place laissée par l'URSS. Aussi, il y a l'idée que quand on est la première puissance mondiale, l'avis de l'ONU et des autres ne compte pas. Par contre, pour l'OP US, il est important de jouer le jeu multilatéral et de faire preuve de pseudo-multilatéralisme. Il faut faire sentir qu'on a l'aval des autres.

2- Isolationnisme vs Interventionnisme : il plaide pour un interventionnisme massif (alors qu'il est conservateur) car défendre les intérêts US ne peut se faire que par l'intervention dans les espaces parfois éloignés. Néanmoins, il annonce un regain des positions isolationnistes dans le débat US. Il annonce la convergence de 2 types d'isolationnisme qui peuvent apparaître opposés : On a la gauche américaine (liberals) qui voie dans les interventions à l'étranger un acte d'impérialisme donc elle est contre (ex de la G du Vietnam). On a un risque de convergence avec un isolationnisme très conservateur datant des 30s dont l'idée est que les US ne devait pas se mêler des affaires du monde et de leur fardeau (America first).

3- Futures menaces : armements techniques de destruction massive qui se développent : il n'est plus nécessaire d'être la 1ère puissance mondiale pour faire le mal puisqu'aujourd'hui, un État qui occupe une position limitée peut quand même mettre la main sur des armements et menacer le monde entier. La capacité de nuisance d'un État est désormais plus diffuse. C'est le cas de l'Irak, c'est un petit État et pourtant il représente une menace par son programme d'armement. C'est le redécoupage de la hiérarchie des puissances.

1) La Guerre du golfe (1990/1991) : symbole du multilatéralisme renaissant ou démonstration de force américaine ?

 Il y a deux interprétations opposées de cette guerre : pour certains c'est le symbole du multilatéralisme qui fonctionne enfin, pour d'autre celui de la puissance US agissant seule.

Rappels Guerre du Golfe : Voir ppt

- 1955 : L'Irak est parmi les membres

À l'été 1990, l'Irak de Saddam Hussein attaque le Koweït pour ses ressources. Cela crée une crise mondiale et une frénésie d'action internationale au sein de

l'ONU qui va prendre des sanctions envers le régime de Saddam. Une coalition internationale menée par les US intervient militairement au début de l'année 1991 (1 mois). Les forces irakiennes se retirent assez rapidement et la libération du Koweït est proclamée en avril.

D'une part, cette crise a suscité une suractivité diplomatique à l'ONU, qui a pris en main la crise de façon plutôt consensuelle. L'ONU semble fonctionner car elle sanctionne d'abord et intervient ensuite, le commandement de l'opération étant Américain avec 40 000 soldats. Du point de vue diplomatique, c'est une coalition internationale (35 pays y participent). Symboliquement, c'est un tournant majeur (pays européen, pays anciennement du bloc de l'Est, pays arabe). Tout le monde se déploie pour venir en aide à un petit pays agressé et rétablir le droit, mais tout ça sous commandement USA. L'efficacité est remarquable car les irakiens sont chassés en 1 mois. Néanmoins, les US auraient aimé aller plus loin, jusqu'à la destitution de Saddam.

Aussi, l'autre idée forte du nouvel ordre mondial est l'idée de défendre la règle de droit plutôt que la loi du plus fort et l'idée de consensus international contre un élément perturbateur comme Saddam en étant capable de s'unir dans une opération commune (avec l'ONU comme lieu permettant cette coopération). Les US sont donc appelés à assumer cette responsabilité.

Il y a d'autres interprétations :
- Une interprétation qui repose plus sur la prédominance US et sur une forme d'instrumentalisation de l'ONU par les US (personne ne peut contester leur autorité).

Cette guerre du Golfe est importante car elle est mise en scène comme une « guerre propre » par G Bush (qui explique qu'il n'y aura presque pas de victimes, que c'est une guerre morale, justifiée, menée en conformité avec le DI). La médiatisation de cette guerre aussi aide à la déshumanisation de la guerre : il n'y a pas de corps à corps, images de nuit, etc.

- C'est aussi le premier épisode qui donne lieu à une autre interprétation de la période : celle de gendarmes américains

2) La prédiction isolationniste démentie : les USA « gendarmes du monde » ?

L'interventionnisme US prend différentes formes (Accords d'Oslo, Restore Hope en Somalie en 1993, Accords de Dayton, etc).

Dans cette décennie, on a l'impression que dès que y'a une crise, les US interviennent et que s'ils n'interviennent pas, la crise ne se résout pas (exemple en Bosnie ou dans l'Afrique des grands lacs).

- On retrouve l'interventionnisme partout mais surtout là où il y a des sphères d'intérêts vitaux de prédilection (Amérique central et Caraïbes Haïti 1994 avec la chute de la dictature militaire).

- L'interventionnisme s'exprime aussi en Europe : Les US sont actifs dans les anciennes démocraties populaires dont ils sont le principal soutien (politique et économique). C'est aussi un activisme diplomatique d'un point de vue militaire (1999 et premier élargissement de l'OTAN avec la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque)

- Le Proche-Orient est un enjeu majeur pour l'administration Clinton : Accords d'Oslo en 1991 qui sont un grand succès. Oslo 2 en 1995, solution à deux Etats (on en est loin aujourd'hui). Rétrospectivement, on peut dire que ça n'a pas fonctionné.

Énorme échec en Somalie (où la guerre civile sévit et empêche toute aide humanitaire) pour l'opération Restore Hope en 1993, ce qui explique qu'ils n'ont plus jamais intervenu en Afrique. Les somaliens s'en sont pris aux soldats américains de manière extrêmement violente à l'automne 1993 ce qui choque l'OP.

Il est important de considérer ces échecs car ça joue un rôle dans la perception culturelle que peuvent avoir les Américains.

HUSSEIN reste au pouvoir en Irak en 1991. Ça pose problème aux US, et également à l'administration Clinton qui reprend le flambeau.
Intervention US lancée en 1998 avec son allié britannique pour faire pression, affaiblir le régime et amener le renversement du régime
C'est un échec. La guerre dure jusque 2003

Richard Haass, The reluctant sheriff, 1997 : Les US jouent un rôle de gendarmes, mais ils le font malgré eux car personne ne fait le travail (exemple de la Yougoslavie). Ils sont contraints d'intervenir et ce n'est pas par impérialisme mais quand on est première puissance mondiale il faut endosser ses responsabilités.
Par ailleurs, ça pose la question du rapport ambiguë des USA dans les 90s au multilatéralisme. Les 90s = moment où se multiplient les interventions de l'ONU sur tous les continents avec les opérations de maintien de la paix, souvent sous impulsion et financement américain.

Ça pose la question de l'instrumentalisation de l'ONU par les US : scandale qui éclate en 1996 lorsqu'arrive à échéance le mandat du secrétaire des NU, Boutros Ghalli qui est Egyptien. Il aurait dû être reconduit pour un 2nd mandat mais suite à une bavure de l'armée Israélienne au Liban, les US ont des relations de plus en plus compliquées avec le secrétaire général de l'ONU et

finalement, en menaçant de limiter le financement (US = 25% du financement de l'ONU), ils mettent Koffi Annan au pouvoir et empêchent la réélection de l'autre. Aussi, l'admin Clinton a inauguré un certain nombre de rejets des US de jouer le jeu international les US ne ratifient pas le protocole de Kyoto, ni le statut de la cour pénale internationale, etc. Les US ne se laissent donc rien imposer de l'extérieur. Il faut donc une vision nuancée de la décennie Clinton

3) Le triomphe du modèle américain et ses conséquences internationales :

Kurt Andersen : ARTICLE NYT, La meilleure décennie de l'histoire, 2015 On voit une forme de nostalgie envers la décennie Clinton car elle est liée à une certaine forme d'insouciance. C'est aussi une décennie qui a peu d'équivalent dans l'histoire en termes de vague démocratique car le modèle US s'exporte en Europe centrale où des démocraties s'inscrivent sur le modèle américain. Il y a aussi une poussée des démocraties libérales en Amérique Latine. C'est l'exportation du modèle idéologique triomphant qui s'applique à beaucoup de pays alors que maintenant c'est moins le cas.

Aussi, c'est une décennie de prospérité économique comme n'en n'ont pas connu les USA depuis la SGM. Avec cette prospérité s'affirment aussi des nouveaux leaders US dans les nouvelles technologies qui sont des ambassadeurs du capitalisme. Ils construisent un monopole technologique contre la nation pionnière là-dedans : le JAPON (pour tout ce qui est de la technologie grand public de tous les jours). C'est un grand triomphe.

La Tribune d'Andersen est donc l'apogée de la culture US sur l'Europe (exemple du Mcdo en Russie) : Anderson évoque Friends, Nirvana, Beverlly Hills, etc et des auteurs et des cinéastes qui trouvent un écho mondial. Les TV en Europe sont inondées par les programmes américains.

Ce triomphe a des conséquences diplomatiques, parfois aussi dramatiques : imposition à l'échelle globale des politiques libérales dans les 90s et avec elle le capitalisme reposant sur le libéralisme, les politiques néo-libérales semblant être les grands vainqueurs. On tente de les imposer partout. Dès les 80s et plus dans les 90s, le FMI et la Banque Mondiale prennent les doctrines néolibérales, doctrine issue de l'école de Chicago. Ça traduit le Principe de conditionnalité : pour recevoir des financements, on met en place des conditions et elles sont rassemblées dans les plans d'ajustement structurel (réduire l'endettement, politique d'austérité, réduction des services publics, etc).

Dès les 80s, l'Amérique Latine est soumise à ça (Chili), l'Afrique dans les 90s. Ça n'a néanmoins pas fonctionné : déficit d'investissement dans des pays qui avaient besoin d'infrastructure, destruction de filière fragile dans certains pays en développement. Ça a aussi débouché sur des crises économiques majeures

comme en Argentine ou en Asie du Sud-Est, ainsi que des rejets intenses des populations contre le FMI et la Banque mondiale.

DONC : c'est une décennie où on a l'impression que les US sont la voie à suivre quelque soit le prix alors que les Plans d'ajustement structurels sont des impasses et que le modèle US présente beaucoup de défauts. Depuis ces difficultés et ces rejets, le FMI encourage les banques centrales à emmètre de la monnaie et à faire des emprunts.

Revers de la médaille de la décennie dorée : le triomphe US suscite aussi une montée de l'anti-américanisme, tout au long de la décennie, dans différents espaces et sous différentes formes. Beaucoup de pays dénoncent une forme d'impérialisme et mettent en place des moyens de s'en prémunir (FR, AUS : ils entrent dans un bras de fer à l'OMC avec les US pour faire sortir la culture des règles de la libre concurrence, protégeant les cultures nationales. Ils mettent alors des quotas nationaux de production).

L'anti-américanisme se traduit aussi par des attentats menés par AQ qui conteste la façon de faire des US. C'est des attentats très meurtriers qui marquent l'OP, dans les ambassades en Afrique (Nairobi et en Tanzanie). Enfin, des leaders s'affirment ouvertement contre les US et construisent leur popularité sur ça (trio Lybie, Iran, Irak)

II – De Sarajevo à Kigali : le retour de la violence de masse

Plus de gens meurent dans les années 90 que dans les 3 décennies précédentes. Des conflits internationaux éclatent tout comme des conflits internes voire hybrides. C'est dans ces conflits intérieurs que l'on recense le plus grand nombre de victimes civiles qui payent le prix.

Pourquoi cette hausse de la violence ? Il y a beaucoup d'éléments : Un des facteurs est l'idée d'un monde post-GF avec un désinvestissement des deux Grands qui soutenaient un certain nb de régimes qui s'effondrent, laissant parfois le chaos ou le vide politique intérieur donnant des troubles majeurs, notamment en Afrique qui n'est plus soutenue par les US ou l'URSS. Ça favorise le désordre et les conflits. Aussi, la fin de la GF marque une vague de libéralisation dans de nombreux espaces, beaucoup de pays connaissent les premières élections libres dont les conséquences peuvent être dramatiques (Algérie).
Conflits sur quasiment tous les continents, surtout l'espace post-soviétique (Caucase qui est un foyer de conflit dans les 90s avec les deux guerres de Tchétchénie, Transnistrie) qui doit trouver ses frontières et passer d'un espace fédéral à 15 États indépendants, en Asie orientale (Timor, Birmanie peu médiatisé, Tensions entre l'Inde et le Pakistan), en Afrique où les troubles sont les plus massifs, s'étendant à tout le continent. Aussi, c'est le retour de la

***guerre en Europe** depuis 1945 avec la catastrophe des guerres de Yougoslavie. La guerre n'épargne donc personne.*

1) La désintégration de la Yougoslavie : le retour de la guerre en Europe :

Échec de la communauté internationale dans cette guerre.

Ces guerres sont un tournant dans l'Histoire des européens qui retrouvent la guerre sur leur sol et viennent détruire une forme d'optimisme de l'après GF qui est censé être un monde apaisé. Surtout elles viennent contredire l'idée comme quoi la communauté internationale peut résoudre les crises rapidement et efficacement avec un nombre minimum de victimes. Psychologiquement, ça a un impact très fort et ça amène à un examen de conscience. Ces guerres ont un bilan humain très lourd : 130 000 morts pour la 1ère (1991/1995) et 2 millions de déplacés. Le spectre du nettoyage ethnique revient hanter l'Europe.

Aussi, c'est un signe de l'impuissance des européens qui mettent alors en vigueur le Traité de Maastricht qui a une grande ambition autour de la sécurité commune et de la défense, qui veut jouer un rôle international. Ils font alors face à une guerre à leur porte (Italie). Aussi, ces guerres viennent remettre en cause l'intangibilité des frontières en Europe : on crée 7 nouveaux États dans les Balkans occidentaux.

Enfin, c'est aussi une mémoire brulante qui explique un certain nombre de dysfonctionnements aujourd'hui et pourquoi on appelle ça c'est les Balkans occidentaux et pas la Yougoslavie. + Gros tôlé l'année dernière avec le prix Nobel qui avait soutenu la cause serbe (Peter Handke)

C'est en fait une histoire qui n'est pas finie et il y a encore une activité directe liée à ces guerres :
- Mars 2019 : condamnation de R. KARADZIC à la prison à vie. Il fait appel. Manifestations de protestations en Serbie, de soulagement en Bosnie. (PPT)

Quelques rappels factuels :

La Yougoslavie en 1990 est un État fédéral composée de 6 républiques, qui a été créé au lendemain de la SGM et qui a largement traversé la seconde moitié du 20ème sous la direction de Tito, chef de la résistance. Il meurt en 1980.

Les années 80 sont des années de crise : crise économique majeure alors que le pays est à la limite de la faillite + crise politique majeure car il faut remplacer Tito et il paraît impossible de désigner une figure à l'échelle fédérale pouvant représenter les 6 Répuliques.
Ainsi, dans la vague de libéralisation que connaît l'Europe au tournant 1989/90, la Yougoslavie organise ses premières élections libres en 1990 dans les 6

républiques et le résultat est détonnant : dans 5 des 6 républiques, les partis nationalistes remportent les élections. Seul le PC survit en Serbie mais il ressemble beaucoup à un parti nationaliste. C'est problématique donc car ces républiques sont très mélangées du point de vue des populations. Les bosniaques représentent moins de la moitié de la population mais le reste de la population craint d'être dominé par eux.

Après ces élections, Tudman est au pouvoir en Croatie, Izetbegovic en Bosnie et Milosevic en Serbie. Ils représentent la cristallisation du nationalisme dans leurs républiques. Les pouvoirs nouvellement en place proclament les indépendances (Slovénie puis Croatie, et début 92 c'est la Bosnie (tout le nord-ouest)). L'armée Yougoslave se prétend gardienne de l'unité et refuse ces indépendances auto-proclamées. L'armée est aux mains des serbes et elle réagit en pénétrant dans chaque république pour les « sauver ». En faisant ça, elle trouve sur place des soutiens importants qui sont les populations serbes qui ne veulent pas vivre dans un État indépendant Bosniaque ou croate où ils seraient minoritaires. Le cas Slovène est réglé facilement et rapidement car il y a moins le problème national, en revanche, en Bosnie et en Croatie on rentre dans une guerre longue. On prend les armes et en Bosnie, les Serbes ET les croates refusent de devenir Bosniens. Résultat, les serbes de Croatie proclament leur propre indépendance au sein de la Croatie : c'est la République de Krajina. En Bosnie, le territoire de la république est assez vite divisé. 3 forces s'opposent :
- Le gouvernement officiel bosniaque
- La république serbe de Bosnie auto-proclamée (Karadzic)
- République croate de Bosnie

Dans ce contexte prend forme le siège de Sarajevo où les forces serbes de Bosnie débutent le siège le plus long de l'Histoire (1210 jours) et qui devient le symbole du conflit. Très vite aussi les observateurs sur place se rendent compte qu'il ne s'agit pas seulement d'un conflit cherchant à faire bouger les frontières mais d'un conflit à dimension ethnique : les serbes font du nettoyage ethnique on déplace de manière forcée des populations visant à les épurer. C'est une dimension génocidaire. Les serbes expulsent tout ce qui n'est pas serbe. Ça aboutit à des massacres ethniques. Le tribunal pénal a condamné les criminels de guerres pour crimes de génocide.

Face à ce combat qui s'inscrit dans la durée :
1- Faillite des européens qui sont incapables de s'entendre : les allemands reconnaissent l'indépendance de la Croatie alors qu'ils devaient attendre la décision collective de l'UE, et les FR sont pro-Serbie. Il y a une forte communauté croate poussant à un soutien de la part de l'Allemagne. Les européens se contentent d'actions unilatérales et ils n'arrivent à aucune solution diplomatique

2- L'ONU tient une réponse sur deux piliers :
1° Mise en place d'un embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie (décision très contestée car elle favorise la Serbie). Gros trafic d'armes avec la Turquie qui alimente les bosniaques.
2° Envoie de la force de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie déployée en Croatie en 1992. Cette force a un mandat de protection des civils et pas d'interposition ce qui donne beaucoup de controverses. Elles se retrouve enlisée sur place et certains soldats de l'ONU se retrouvent en otages. Du point de vue diplomatique, toute les tentatives d'intervention sont des échecs

3- Intervention des USA et de l'OTAN : Au départ, ils sont réticents à intervenir car pas d'intérêts US là-dedans. C'est un problème européen et c'est à eux de le régler. Mais la publicité donnée à certains massacres (comme sur le marché de Sarajevo) amènent une pression de l'OP des communautés immigrées et amène l'admin Clinton à s'impliquer dans le conflit. D'abord diplomatiquement avec la création du groupe de contact, c'est à dire les US, la GB, la Russie, la FR. Aussi, les US poussent à un accord entre croates et bosniaque signé en 1994, faisant qu'une bonne moitié du pays de se met plus sur la gueule. On retrouve à un jeu à deux et plus à trois. Enfin, ils font pression sur les Serbes et les menacent d'aggraver les sanctions et d'un passage à l'acte par la force. (Couper les serbes de Bosnie de leur base arrière). Tout ça ne suffit donc il y a besoin d'ajouter la force militaire via l'OTAN qui débute les frappes contre les serbes de Bosnie en avril 1994, dont le but premier est de lever le siège de Sarajevo. Ça s'intensifie un an plus tard en 1995. C'est la période de massacre la plus dramatique avec notamment le massacre de Sebrenitza (lire article).

Cette pression diplomatique et militaire porte ses fruits : le siège est levé, un cessé le feu est signé en octobre 1995 et la paix est signée à Paris (mais négociée à Dayton) le 14 décembre 1995.

Dayton entérine donc l'existence des républiques et le cœur des accords porte sur la BH. La BH d'aujourd'hui est celle de Dayton. On a pris les lignes de fronts et on a décidé de faire un État fédéral. Au-delà de cette ligne de démarcation, la paix est garantie par l'IFOR sous l'égide de l'OTAN et surtout il y a un haut représentant international devant s'assurer que toutes les lois votées en BH soient conformes aux accords de Dayton. C'est encore le cas oggi. Le dernier mot en droit bosnien oggi relève du haut représentant international. Les accords de Dayton instituent une présidence collégiale entre un président croate, un serbe et un bosniaque et parfois il faut donc arbitrer entre les trois. Ces accords sont donc très critiqués mais ils mettent fin à 4 ans et demi d'une guerre dévastatrice même si le problème n'est pas réglé puisque quelques années plus tard, au sein de la Serbie, le Kosovo déclare son indépendance mais l'OTAN intervient très et trop rapidement ce qui sera critiqué. Ainsi la guerre du Kosovo reste un élément contesté du droit

international. Beaucoup de pays ne reconnaissent pas le Kosovo à cause cette violation du DI, comme la Russie par exemple.

2) La décennie noire de l'Afrique :

ÉVÈNEMENTS SIMULTANÉS PAR RAPPORT À LA GUERRE EN YOUGOSLAVIE

TOUT le continent Africain est très concerné par la montée des violences : Afrique de l'ouest, des grands lacs, Algérie, Corne de l'Afrique, etc

- **Guerre d'Algérie** à ne pas négliger : elle a connu sa décennie noire dans les années 90 et ça explique beaucoup de choses aujourd'hui.

 1990 : premières élections en Algérie emportées par le GIS, ce qui ne plait pas au FLN qui annule les résultats des élections donc début d'une guerre ouverte entre le gouvernement soutenu par l'armée et les groupes islamistes (qui se massacrent entre eux aussi d'ailleurs). La répression est terrible. 10 années de conflits très violents menant à des assassinats et à l'exportation du conflit en France avec des attentats dans les années 1995 par le GIA dans le RER.

Le gouvernement algérien sort vainqueur grâce au soutien de l'armée. Bouteflika qui restaure la paix mais qui est tenu par les militaires. Le pays est traumatisé et les islamistes s'exportent dans les groupes djihadistes.

- **Afrique des grands lacs : Un tragédie humanitaire**

 Massacres et génocides au Burundi et Rwanda :

Vidéo : elle date de janvier 1993, donc plus d'un an avant le génocide, ce qui fait relativiser. Dès 93, Carbonare est capable de dire qu'il se joue quelque chose d'extraordinaire. C'est donc un appel au secours précoce. On savait ce qui allait se passer. Aussi, il fait le parallèle avec les guerres de Yougoslavie qui se déroulent au même moment : dimensions ethniques comme point commun ; mais certaines puissances occidentales ont une capacité d'actions comme la FR qui doit se sentir concernée en Afrique. Il laisse entendre que les massacres sont orchestrés par le gouvernement Rwandais, soutenu par le gouvernement Français. Carbonare insiste donc sur le fait que la FR doit faire quelque chose.

Les deux pays étaient des colonies allemandes et ils ont ensuite été intégrés à l'Empire Belge. Incontestablement, les massacres ethniques remontent à la colonisation allemande puis belge, colonisation où le colonisateur s'est appuyé sur la minorité tutsie qu'il pensait plus développée pour en faire leur aide administrative. Les tutsis sont alors vus comme des collaborateurs.

 Carte d'identité des rwandais qui précise l'ethnie et voir écrit Tutsi était clairement un arrêt de mort.

Les deux pays sont indépendants en 1960 et tout de suite des troubles violents ethniques se développent. Pouvoir Hutu au Rwanda et Tutsi au Burundi massacres sanglants dans l'indifférence générale. Les grands massacres font entre 100 000 et 200 000 victimes, des déplacements de populations énormes du Rwanda où une bonne partie des tutsis fuit vers l'Uganda et le Burundi. En 1987, les émigrés tutsis en Uganda qui ont fui prennent les armes et créent le FPR qui veut revenir sur le sol Rwandais et s'emparer du pouvoir. Un des chefs du FPR est Paul Kagamé, actuel président du Rwanda (véritable figure). La guerre civile débute en 1990 entre l'armée Rwandaise et le FPR. Le début de la guerre s'accompagne directement d'exactions ethniques. La guerre précipite le Burundi dans une crise majeure qui souffre de massacres ethniques lui aussi.

Plusieurs tentatives de paix échouent : MINUAR en 1993 : Elle est essentiellement belge ce qui montre la force des liens post coloniaux.

 Le 6 avril 1994, un attentat aérien a lieu, suite auquel les deux présidents meurent (avion abattu) alors qu'ils revenaient de négociations en Tanzanie. On considère que c'est les tutsis qui ont abattus l'avion et c'est donc le début du génocide qui fait 1 million de victimes en 3 mois et la MINUAR se retire dès la première semaine. Catastrophe totale.

Pendant que le génocide se déroule, la Guerre civile continue au profit du FPR qui entre à Kigali (Rwanda) le 4 juillet. Une conséquence majeure : fuite de centaines de milliers de Hutus qui craignent les représailles. Le nouveau pouvoir en place de Kagamé poursuit ceux qu'ils considèrent comme génocidaires, même au-delà des frontières.

Bilan : 1 million de mort sur 8 millions d'habitants, catastrophe démographique, désormais dominés par les Tutsis qui sont minoritaires, enjeux de la réconciliation très compliqués, reconstruction morale difficile, communauté internationale peu glorifiée.

Ces génocides ont eu des conséquences pour d'autres pays : ça va déboucher une guerre généralisée en Afrique centrale qu'on considère comme la plus grande guerre que l'Afrique ait connu à l'époque contemporaine.

 « Guerre mondiale de l'Afrique » au Congo qui implique une dizaine d'États :

Ces guerres trouvent leurs origines dans la question des réfugiés qui fuient le génocide et ces réfugiés Hutus s'installent au Zaïre. Beaucoup sont des civils mais beaucoup sont aussi des criminels qui essayent de se fondre dans la

masse et qui essayent d'échapper au jugement. L'armée de l'État Rwandais traverse alors souvent la frontière pour y mener des expéditions punitives et retrouver ses criminels. Ça amène un climat violent dans le Zaïre (Congo), notamment dans la région du Kibou, qui est une région qui se veut autonome, et qui se retrouve déstabilisée, favorisant la montée en puissance des groupes armées locaux, comme par exemple l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques de Libération mené par Laurent-Désiré Kabila). Ce groupe qui prend de l'ampleur dans ce contexte d'instabilité est soutenu et armé par les deux voisins Rwandais et Ougandais qui pensent que ça peut être leur allié. Ils entament alors une marche vers l'Ouest, le but étant Kinshasa, contre l'armée Zaïroise, et font une progression fulgurante. En mai 1997, ils prennent la capitale. Ça marque aussi la chute de Moboutou pour laisser le pouvoir à Kabila qui change le nom du pays pour la République Démocratique du Congo. DONC : 1ère guerre du Congo (1996/1997) qui implique l'Uganda et le Rwanda.

Problème : la victoire de Kabila ne signifie pas pour autant la paix dans la région car Kabila supporte mal d'être le jouet des autres qui l'accusent d'avoir gagné seulement car il était soutenu par le Rwanda et l'Ouganda. Pour montrer son indépendance, il rompt avec les Rwandais et Ougandais en expulsant tout le monde du territoire. C'est mal accepté du côté de ces deux pays et on va alors utiliser à nouveau les populations de l'est du Congo pour organiser des mutineries. Les deux armées pénètrent dans le nord-ouest du pays et occupent cette partie importante du territoire. La guerre devient continentale quand Kabila appelle le soutien des autres chefs d'État africain : des soutiens venus de tout le continent arrivent de Namibie, d'Angola mais aussi du Tchad, du Soudan, etc. La guerre va progressivement impliquer plus d'une dizaine d'États africains. Tous ces pays viennent au secours de Kabila contre les troupes « rebelles » de l'est du pays soutenue par les armées rwandaises et ougandaises.

Ce conflit est très meurtrier et complexe car il implique beaucoup d'acteurs. Aussi, toute la région Est du Congo est une région riche en ressources minières et on se bat aussi pour ces ressources. À l'inverse, le contrôle de ces ressources permet de financer la guerre. Dans le nord-est, le Rwanda et l'Uganda en arrivent même à se taper dessus pour les mines de diamants.

Le bilan humain n'a jamais été établi mais on estime que le conflit entre 1997 et 1998 et 2002 aurait fait plus de 200 000 victimes. En 2002 des accords de paix sont signés mais ne mettent pas fin à la violence : le Kibour reste une des régions les plus violentes de l'Afrique et aussi là où il y a la plus de camps de réfugiés. L'ONU a envoyé une mission en 1999 et c'est la plus grande mission de maintien de la paix déployée en termes de nombre de casques bleus (MINUSCO).

 On voit à quel point le continent a été délaissé par l'Occident alors que pendant la GF c'était un enjeu majeur.

3) La réinvention de la justice pénale internationale :

Ces deux conflits ont été considérés comme des laboratoires de la renaissance de la justice internationale car depuis les procès de Nuremberg et de Tokyo, le droit pénal ne s'était plus appliqué à l'échelle internationale.

C'est en plein milieu de la guerre de Yougoslavie que l'ONU institue le Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie et le 8 novembre 1994, elle institue le Tribunal Pénal International pour le Rwanda. La plupart des opposants au TPIY ont dit qu'il était impossible de faire la paix si les acteurs de la guerre pouvaient se retrouver devant un tribunal. On pense que c'est un obstacle à la paix car il y a la peur de se retrouver en prison. Mais au final ça a montré que la menace d'une justice pénale n'a pas été un obstacle à la paix. Dans le cadre du Rwanda, on l'instaure après le conflit.

Cette idée d'une justice pénale internationale est une idée nouvelle : l'idée qui avait dominé le retour à la paix était plutôt celle de l'amnistie et de permettre le vivre ensemble plutôt que le jugement des coupables. C'est un débat fondamental. Dans les deux cas c'est des procédures de longue durée. Le TPRI clôt ses actions en 2015, le TPIY en 2017. Aussi, des mécanismes ont été mis en place pour poursuivre des procédures.

Article du monde : Au Tribunal pénal de La Haye, l'invention d'une justice internationale :
- Ça pose la question entre la question de justice et de mémoire
- Choix entre justice et réconciliation : les serbes le voient comme un tribunal antiserbe mais les condamnations les plus lourdes sont contre ceux ayant fait partie de l'armée serbe et la résolution de l'ONU en 1993 dit que le Tribunal doit participer à la restauration et au maintien de la paix rôle dans la construction de la paix. Il y a une tension : la justice n'égale pas la réconciliation ou le retour à la paix mais ça va venir exacerber des rancœurs. Les sentences les plus médiatiques ont été accueillies par des manifestations importantes, pacifiques ou très violentes montrant qu'on est loin d'une logique de réconciliation. D'ailleurs, on peut se demander si c'est le rôle de la justice de réconcilier ou pas.
- Slobodan Prajak (ancien officier croate) qui se suicide en pleine audience.

Le résultat est important : voir chiffres dans l'article.

Incontestablement, ces deux tribunaux ont permis de rassembler de nombreux documents sur les crimes commis,
Le cas Yougoslave a montré qu'un tribunal pénal n'est pas un obstacle pour la paix. Ça vient ouvrir une voie permanente de justice internationale.

Le TPIR = première instance du monde à reconnaître que le viol peut être un acte à volonté et intention génocidaire possible de condamner les actes sexuels pour crime de guerre.

L'articulation justice/réconciliation reste problématique, surtout en Yougoslavie. Pour le cas du Kosovo, ça pose un problème particulier. Le tribunal pénal pour le Kosovo fonctionne très mal et pose de gros problèmes politiques à cause de l'administration actuelle du Kosovo. Tous les généraux de guerre sont désormais au pouvoir et la justice et la police mettent des bâtons dans les roues au Tribunal. Les inculpés sont ceux qui tiennent les rênes de l'État.

Pour le Rwanda : En plus du tribunal, il y a une commission nationale pour l'unité et la réconciliation sur un modèle qui n'est pas celui de la justice pénale (ne pas punir les coupables) mais qui est un dispositif pour faire entendre les victimes et donner la parole pour reconnaître les crimes commis. C'est un véritable modèle en termes de réconciliation et de vivre-ensemble.

III – Le multilatéralisme en questions : espoirs, désillusions, réévaluations :

Le temps des espoirs : il y a un vent d'espoir qui souffle sur la communauté internationale et sur l'ONU : on se dit que ça va enfin fonctionner. Le constat est que l'ONU repose sur des bases plutôt solides, mais elle a été inefficace car paralysée par la bipolarité. Dès que la GF se termine, on se dit qu'elle va fonctionner correctement et qu'elle va enfin devenir l'instrument de la paix mondiale qu'elle devrait être. La Guerre du golfe va montrer qu'on est capable de faire une action efficace contre la guerre.

La traduction visible de tout ça est le déploiement massif d'opérations de maintien de la paix (OMP). Entre 1988 et 2000, 41 opérations sont déployées, contre seulement 13 entre 1945 et 1987. Il y a donc une grosse accélération dans les 90s. Cet interventionnisme implique que 80 000 casques bleus sont déployés sur la planète. Ces missions sont déployées en Afrique, en Asie, en Amérique centrale, etc

Cette omniprésence se veut aussi symbolique : l'ONU veut incarner la paix mondiale et se doit d'être sur tous les continents. Ça devient l'activité principale de l'ONU. Au-delà des OMP, l'ONU se saisi de nouveaux enjeux sur lesquels elle pousse les États à collaborer.
Organisation du sommet de la terre à Rio en juin 1992 : c'est la plus grande réunion internationale depuis la fin de la GF avec 110 chefs d'États et de gouvernement, 178 pays représentés et une forte présence de la société civile ce qui est une première. Ce n'est pas la première réunion sur les enjeux environnementaux (en 1972 a lieu la conférence de Stockholm qui est une date

clé). On profite de l'optimisme qui règne sur le multilatéralisme pour s'attaquer à la question de l'environnement. Ça accouche sur la Convention Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique (CCNUCC) qui est le texte de droit de référence sur la question. Il mentionne :
1- le principe de précaution obligeant à l'action
2- le principe de responsabilité commune mais différenciée (on peut imposer des choses qui ne sont pas les mêmes pour tous les États)
3- le principe du droit au développement qui est réaffirmé notamment pas les pays du sud qui mettent en avant que eux sont peu responsables de la situation actuelle. Les signataires de la CCNUCC deviennent Parties Signataires et doivent se réunir régulièrement pour fixer des feuilles de route dans le cadre des COP (conférences des parties).

DONC : volontarisme onusien suivi par les États pour s'emparer de la question du climat.

Question de la pandémie du VIH SIDA : La pandémie est apparue au début des années 80 et devient dans les 90s un fléau mondial, présent sur tous les continents avec l'Afrique comme terrain d'expansion dramatique. Ça pose plusieurs problèmes à l'ONU et au multilatéralisme en général :
1- Problème à établir une réponse coordonnée multilatérale : l'épidémie entraine des replis nationalistes et des accusations réciproques
2- C'est une maladie qui est stigmatisante et idéologiquement marquée et qui détermine une réponse parfois idéologique qui ne permet pas une coopération sur tous les plans. Exemple : les US de Reagan refusent de financer tout programme contre le SIDA qui ne mettrait pas l'accent sur l'abstinence et la fidélité dans le couple. On voit donc les valeurs religieuses qui prennent le dessus.
3- Le SIDA révèle encore plus la fracture entre le nord et le sud : on voit ça comme les homosexuels américains, les dépravés occidentaux alors que la majorité des victimes se trouve en Afrique MAIS que les médicaments sont au nord.

Le combat contre le VIH/SIDA est donc aussi un besoin de combattre la précarité économique, la stigmatisation et l'exclusion sociale

L'ONU renouvelle l'approche des épidémies : il y a l'approche médicale ET sociale. On renouvelle son action et ça donne une nouvelle visibilité à l'ONU émergence d'une nouvelle forme de réponse pour tenter autre chose et pour sortir de l'indifférence.

2) Le temps des remises en question :

Dès 1993/1994, cet enthousiasme est retombé et on passe au temps des doutes et des remises en cause. Jonathan Mann démissionne d'ONUSIDA en 2000, il est en contre ce que fait l'OMS, il déplore le manque de moyens et

d'ambition et l'inaction face au fossé des médicaments. Les nouveaux traitements anti rétroviraux ouvrent la question des brevets au sein des laboratoires pharmaceutiques. Le gouvernement Sud-Africain est mis en cause car il laisse entre les médicaments sur le marché unilatéralement. Doit-on privilégier la recherche ou le droit à la vie ?

Pour ce qui est du multilatéralisme environnemental : KYOTO - 1997 : premier texte où des pays s'engagent à réduire leur émissions de GES (5% seulement donc on ne prend pas trop de risques). Seuls les pays industrialisés sont concernés et les autres ont le droit au développement. Dans l'histoire de la diplomatie climatique, c'est un accord majeur bien que l'ambition soit relativement motivée. Les US signent mais ne ratifient pas. Il est toujours en vigueur et c'est un pas majeur en termes de prise de conscience.

En termes de maintien de la paix, le rapport Brahimi est le résultat des désillusions des remises en cause qu'a connu l'ONU dans ses actions de maintien de la paix qui, pour beaucoup d'entre elles, ont été des fiascos, où les casques bleus ont assisté aux massacres, ont été otages (bouclier humains) ou complices. On essaye alors de tirer des leçons et ça marque un changement décisif dans les doctrines de maintien de la paix. C'est un texte majeur dans l'histoire de l'ONU.

 Dans ce rapport il est question de la rapidité et du moment décisif après le cessez-le-feu pour intervenir (cad qu'on intervient IMMÉDIATEMENT à la fin du conflit, une fois que les armes ont été posées). Il faut maintenir la paix et ne pas la créer. Il ne faut pas intervenir en plein milieu du conflit. Les conditions d'une mêlée généralisée ne permettent pas à l'ONU d'agir efficacement. Aussi, il y a la mise en place d'un service d'information pour mieux anticiper.

On annonce le glissement vers un nouveau paradigme : on pense qu'on fait trop d'opérations de maintien de la paix et donc on va plus se concentrer sur le social : ODD pour le millénaire (réduire la pauvreté, la faim, etc)

Deuxième partie : 2001-2010 : la fin du « monde occidental » ?

Introduction :

Titre qui fait référence au livre de Pascal Boniface ; Les occidentaux sont-ils encore les meneurs de jeu ? Sont-ils les seuls à dicter les règles du jeu ?

Ce que montre la décennie 2000, c'est que l'occident ne peut pas tout et que les USA ne peuvent pas dicter l'ordre mondial, soit parce que le pouvoir et leur autorité est contesté, soit car d'autres acteurs s'affirment sur la scène et prétendent eux aussi à jouer le premier rôle. Ces années 2000 remettent en cause l'unipolarité du système international.

Plusieurs aspects à décliner :
- Guerre contre la terreur
- Affirmation de nouveaux acteurs (revendication de la multipolarité)
- Crise économique et financière de 2008 et ses conséquences

I – « L'impuissance de la puissance » ?

Les USA fragilisés, du 11/09 à la « guerre contre la terreur »

Le point de départ brutal de tout ça est l'attentat du 11/09/2001. L'Amérique est frappée, le monde est saisi d'effroi : c'est un événement mondial qui a eu lieu et ce jeu d'échelles fait que ça ne concerne pas que NYC mais que ça devient immédiatement mondial. On passe en quelques années à des échelles qui évoluent : d'abord de la solidarité envers les US à cette question qui vient régulièrement traverser la conscience US depuis : pourquoi nous haïssent-ils ? (Phrase prononcée dans le discours de Bush et qui est retrouvée dans tous les médias après).
Comment se joue ce jeu entre solidarité mondiale et antiaméricanisme qui se manifeste dès les attentats et qui ne fait que croitre, posant un grand problème de compréhension aux US ? Il y a une incompréhension totale puisque les US sont les premiers financeurs en Afghanistan et à d'autres endroits de la planète.
Ça questionne de nouvelles fractures nord/sud, plus exactement entre les occidentaux et les autres (Samuel Huntington). Ça questionne aussi la géopolitique de cet antiaméricanisme qui ne croît pas seulement dans le monde arabe.

1) « The war on terror » : rappel des faits, du 11/09 au « retrait » d'Afghanistan :

Le 11/09 n'est pas le premier attentat, mais c'est le premier sur le sol US. C'est un événement qui a donc une portée particulière et c'est un tournant majeur. L'émotion qui suit les attentats est énorme.

George W. Bush : Address to Congress: ***President George W. Bush addressed a joint session of Congress following terrorist attacks on the World Trade Center and the Pentagon. He pledged to pursue terrorists around the world, called on Americans to be patient in what could turn out to be a protracted operation, demanded cooperation by Taliban leaders in Afghanistan, and praised the American people for their resilience in the wake of the attacks.***

USA super unifies et solidaires après les attaques du 11/09. Justice sera faite aux ennemis. Dimension internationale de toutes les victimes. Atteinte à la liberté. Mettre à plat le régime des talibans fournisseurs du terrorisme
Il demande à ce que les talibans coopèrent et dénoncent les leaders d'Al qu'Aïda présents sur leur territoire
Les rendre caduc
S'ils ne coopèrent pas : ils vont voir

- ***Il s'adresse aux musulmans en expliquant que c'est les terroristes leurs ennemis et pas eux***
- ***Guerre qui ira jusqu'au bout des choses***
- ***Tous les moyens seront mis en place pour abattre le terrorisme***
- ***Il divise le monde en deux : ceux qui sont avec les terroristes ou ceux qui sont avec les USA (sinon = régime hostile)***

C'est donc le point de départ de la réponse d'une nation agressée. C'est un grand discours historique. Il fait une lecture de ces évènements en termes de polarisation et d'antagonisation : on cristallise deux camps. Ça pose donc un problème pour de nombreux pays qui ne sont ni pour le terrorisme, ni pour la réponse US. Ils ne veulent pas de cette alternative et adoptent d'autres positions.

Il y a l'idée de l'agression sur son sol qui n'était arrivé qu'à Pearl Harbor, mais c'était moins un symbole que NYC. C'est donc une agression exceptionnelle qui justifie une réponse à la hauteur de l'agression subie.

Au moment de son discours, l'unanimité est totale envers les US. Personne ne songe même à s'opposer à une réponse US et tout le monde témoigne de sa solidarité. Dans cette solidarité mondiale, en revanche, il y a une relation spéciale entre US et RU avec la présence de Tony Blair à Washington. C'est très symbolique car c'est le premier à reprendre l'avion depuis les attaques et les dissensions politiques du moment disparaissent. C'est donc une volonté des Uk de montrer que ce qui leur ait arrivé concerne tout le monde.

Dès le début du discours, l'attentat est qualifié d'acte de guerre, ce qui va déclencher beaucoup de discours car pour beaucoup c'est un « simple » acte de terrorisme. Mais Bush dit acte de guerre donc on entre dans une logique de droit de la guerre et donc dans une logique de représailles militaires. Les cibles sont identifiées rapidement : AQ et Oussama Ben Laden. On dénonce donc directement l'Afghanistan et son régime taliban. Les US lancent un ultimatum aux talibans en demandent de coopérer et disent que ce n'est pas négociable. Leur guerre de la terreur ne s'arrêtera pas à AQ : l'Afghanistan est seulement la première partie du puzzle.

On note 3 points importants :

1- Lecture morale et missionnaire : tradition US du Manifest Destiny : ce n'est pas seulement de défendre mais défendre la liberté et concept de combat de civilisation (pays civilisé en opposition à ceux qui ne le sont pas). Il utilise le terme de mission pour ce combat et dit que le progrès de la liberté dépend des US.

2- Le discours définit et pointe des ennemis : AQ, islam radical, Ben Laden, régime des talibans (mais pas le peuple afghan), tous ceux qui ne prendraient

pas le parti US dans cette lutte. Bush appelle à rejoindre « le camp de la civilisation » rallier à soi l'ensemble de la planète.

3- Il montre que les US n'ont pas perdu le contrôle et qu'ils ne vont pas se faire dicter les règles lors de ce nouveau millénaire. C'est donc un discours décisif de la diplomatie US pour les années à venir.

Il annonce directement la campagne d'Afghanistan lancée le 7 octobre car les talibans n'ont pas accédé aux demandes US. C'est l'opération « liberté immuable ». Militairement, c'est une opération essentiellement US mais Bush s'est assuré le soutien d'une coalition internationale (Chine, Russie, UE, pays musulmans comme le Pakistan qui ont des rapports particuliers au terrorisme taliban). Cette campagne tire donc sa légitimité du refus des talibans de livrer Oussama Ben Laden. Mais il reste introuvable.

Les talibans s'effondrent et un régime provisoire est mis en place. L'OTAN va prendre la main pendant de longues années. Néanmoins, en 2018, l'Afghanistan était encore le pays le plus belligène de la planète selon l'ONU : le nombre de morts et le regain de violence en 2010 marquent le pays. Un processus de discussion est actuellement en place avec 3 acteurs : les US, le gouvernement de Kaboul et les talibans qui contrôlent l'Est du pays et qui continuent les violences (+ le Qatar comme médiateur). C'est un pays qui n'a pas connu la paix depuis 1979 avec l'invasion de l'URSS. Il faut donc un compromis entre Kaboul et les Talibans. C'est un échec US car ils n'ont pas réussi à mettre en place ce qu'ils désiraient et les talibans sont toujours à la table des négociations alors qu'ils auraient dû être évincés.
https://moodle3.unistra.fr/pluginfile.php/806225/mod_resource/content/1/edito%20monde%20afghanistan.pdf

Le discours de Bush disait donc qu'AQ n'était pas ses seules cibles mais qu'il s'agissait d'une campagne de longue haleine. En janvier 2002, lors du discours du state of the union, il précise d'autres cibles potentielles (il emploie le terme d'axe du mal donc le combat entre le « bien » et le « mal » ce qui est très moralisant). Trois pays sont dénoncés : Irak, Iran, Corée du Nord. Dans ce discours, on change de logique : ce n'est plus une guerre punitive mais c'est désormais une guerre préventive notamment au vu de la course aux armements que mèneraient ces trois pays (ça rappelle Krauthammer qui avait peur des weapon states). L'idée c'est qu'il faut agir avant d'être attaqué. Ça change la donne : on passe d'une logique de réaction (et donc de légitime défense) à une logique d'anticipation. Ça change fondamentalement la donne.

L'Iran et la Corée sont des cibles difficiles : ils développent tous les deux un programme nucléaire et ils ont des alliés puissants (Corée du Nord soutenue par la Chine, l'Iran a une place particulière depuis 1979 dans l'OP musulmane il a une sorte d'aura faisant que c'est compliqué de s'attaquer à lui). Autorité religieuse très forte. Néanmoins, l'Irak de SH a déjà été l'objet d'une

campagne internationale et est resté une épine dans le pied des US : beaucoup considèrent que le travail n'a été fait qu'à moitié. Il faut dégager SH et il faut finir le travail.

À partir de 2002, l'Irak devient la cible de la diplomatie US avec un soutien massif de l'OP et du paysage politique US. Il y a une unanimité quasi totale du côté des républicains. Les démocrates au Sénat votent majoritairement pour cette intervention. Il y a donc une assise constitutionnelle et politique incontestable. En 2002, le soutien populaire est à la hauteur du traumatisme new yorkais.

À l'échelle mondiale, les avis sont beaucoup plus divisés. Dans le monde arabe, les dirigeants sont très prudents et les populations sont hostiles. La Chine et la Russie prennent leur distance et l'UE est profondément divisée. Ça devient une véritable crise de la diplomatie européenne. Il y a le camp des pays en faveur : Berlusconi, Aznar et Blair qui s'affichent à côté de Bush contre les FR, les Belges et les Allemands qui s'opposent clairement (Villepin ONU). Aussi, on voit l'Europe centrale qui est sur le point d'entrer dans l'UE qui affirme son soutien inconditionnel aux US, suscitant la colère de Chirac qui leur fait la morale. C'est une véritable crise européenne.

Dans ce panorama, au CDS, la France, la Russie, la Chine s'opposent et donc les US montent leur coalition sans l'aval de l'ONU : Opération « liberté irakienne » lancée le 20 mars 2003, composée de 48 pays mais d'aucun État arabe. On est vraiment dans la logique de « avec nous ou contre nous » et ceux qui ne sont pas avec eux ne sont pas oubliés par les US, surtout les pays européens. C'est un traumatisme entre les alliés.

La guerre d'Irak est un succès à court terme : en quelques semaines, le régime de Saddam chute mais les rivalités continuent et la déstabilisation générale tourne à la guerre civile avec les troupes américaines au milieu émergence de mouvements terroristes qui profitent de la situation pour lancer un mouvement anti-occidental. Les violences sont particulièrement fortes. La guerre d'Irak est la guerre qui va couter le plus lourd tribut humain depuis le VTN (400 000 morts). C'est traumatisant pour la population et la guerre devient rapidement impopulaire, d'autant plus qu'on ne trouve pas les soi-disant armes nucléaires. On parle alors de fiasco irakien dissuadant sans doute les US d'intervenir ailleurs, en Iran, en Corée ou au Soudan.

Se retirer est très difficile : Obama retire les dernières troupes en 2011 et c'est un abandon dans un Irak toujours aussi violent et instable politiquement, laissant la possibilité à l'État Islamique de s'implanter. Obama maintient la présence en Afghanistan cependant. Trump veut retirer la plupart des troupes d'Afghanistan dans un contexte général de désengagement au Moyen Orient.

2) Les fondements théoriques et idéologiques de la « Guerre contre la Terreur » :

Ça a suscité de nombreuses controverses.

Le monde post 11/09 a mis sur le devant de la scène deux courants politiques qui ont été mobilisés par les acteurs et par l'administration Bush pour donner du sens et une légitimité théorique à sa politique :
- Courant de Huntington (1993)
- Vision des néoconservateurs

Aucun de ces deux mouvements est né du 11/09 mais c'est des réflexions déjà amorcées après la GF. C'est une réflexion de toutes les années 90s. Pour le néoconservatisme, ça a pris de l'ampleur autour d'un think-tank en 1996/1997 (A Project for the New American Century).

Ce sont des courants qui l'un comme l'autre sont validés après le 11/09 et ils reçoivent une audience inédite. Les deux sont liés sur certains points mais sont assez différents et il faut les distinguer. Le néoconservatisme se définit en opposition avec les théories réalistes de Kissinger. Il s'inscrit dans une tradition idéaliste, couplé à l'idée du messianisme US et avec cette vocation des US de diffuser les valeurs de démocraties, etc. Les néoconservateurs retiennent deux idées de Kant :
1- Tendance historique irréversible à diffuser la démocratie qui est vouée à s'étendre à de plus en plus de pays. C'est une force qu'on ne peut arrêter.
2- Principe selon lequel les démocraties ne se font pas la guerre, donc plus il y a de démocraties, moins il y a de guerres.

Les US doivent donc agir à accélérer la pacification du monde vers une démocratie libérale. Donc le leadership US est vu comme une bonne chose pour le monde entier.
<u>2 conséquences majeures :</u>
1- les néoconservateurs réclament la fin de la complaisance avec les dictatures (pas digne de la puissance morale US, rejettent l'héritage de Kissinger + Ne pas reculer devant la confrontation)
2- Rejet et mépris du multilatéralisme : le bien n'est pas toujours du côté du plus grand nombre. Les US étant dans le camp du bien ne doivent pas être emprisonnés dans ce que pensent les autres.

C'est une pensée complexe qui a réuni des gens de foyers et de courants de pensée différents. La grande formule était celle de la paix par le droit que les néoconservateurs vont changer par « paix par la guerre » pour forcer les choses. Ça se traduit diplomatiquement par un interventionnisme massif et il ne faut pas reculer devant la force des armées. La période Bush (2000/2008) est vu comme l'apogée du néoconservatisme sur la diplomatie US.

L'administration Trump est totalement à l'inverse : c'est America First, d'où le retrait des troupes.

Cette vision est en partie appuyée sur la vision de Samuel Huntington qui a toujours pris soin à se démarquer d'eux. C'est une pensée très riche et historique : il reprend un cheminement historique de la structuration de la diplomatie.

S. Huntington : Le choc des civilisations (1996) : Le projet de Huntington est d'élaborer un nouveau modèle conceptuel pour décrire le fonctionnement des relations internationales après l'effondrement du bloc soviétique à la fin des années 1980. Toutefois, il ne prétend pas donner à son modèle une validité qui s'étend forcément au-delà de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle et s'appuie sur une description géopolitique du monde fondée non plus sur des clivages idéologiques « politiques », mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'il appelle « civilisationnelles », dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles.

C'est quoi une civilisation pour lui ? C'est le groupe le plus large qui partage des valeurs et une culture. Pour lui, le facteur religieux est le plus important. À partir de cette définition, il répertorie un certain nombre de civilisations. Il y en a 7 ou 8 selon lui et les conflits les plus importants dans l'avenir apparaitront selon les lignes de failles, cad là où les civilisations se rencontrent. Il écrit dans les 90s et il semble qu'il se passe beaucoup de choses vérifiant cette hypothèse des lignes de failles : Conflit dans le Caucase (affrontement Arménie/Azerbaïdjan), en Bosnie, conflit indo-pakistanais (monde hindou et monde musulman).

Il est particulièrement obsédé par la religion islamique et sa civilisation : selon lui, sur toutes les frontières du monde islamique on retrouve des conflits et ce n'est pas un hasard.

Autre échelle d'interprétation : le choc des civilisations aboutit à des conflits et aussi à une opposition binaire (« the west and the rest »), dans une logique de confrontation alimentée par les actions de l'occident (il va donc être très critique du néoconservatisme). La volonté de diffuser les valeurs occidentales entraînent des réactions violentes de la part du reste du monde. Mais évidemment là où les néoconservateurs sont d'accord, la différence est que du point de vue du néoconservatisme, il faut convertir le monde aux valeurs occidentales, mais pour SH il faut apprendre à comprendre les autres civilisations et à démanteler les outils.

Discours de Vladimir Poutine à Munich en 2007 (conférence pour la sécurité) :
Condamnation de l'unipolarité et des actions unilatérales qui provoquent encore plus de victimes

- ***DI qui ne sert plus à protéger les personnes et qui est méprisé. Il faut le remettre en avant et appliquer ses normes***
- ***Course aux armements toujours plus intense***
- ***Nouvelles menaces telles que le terrorisme***
- ***Besoin de repenser l'architecture de la sécurité internationale avec la recherche d'un équilibre raisonnable des intérêts de tous les acteurs***
- ***Seule l'ONU peut conférer un mandat d'opération militaire et non pas l'OTAN ou l'UE.***
- ***Absence de progrès dans le domaine du désarmement (nucléaire surtout)***
- ***Projet de traité sur le non-déploiement d'armes dans l'espace***
- ***Crise du traité des forces armées conventionnelles en Europe :***

Premier sommet des BRICS en Russie, avec le dollar pour cible :

- ***Leur but est de mettre un terme à l'hégémonie du dollar***
- ***Moscou et Pékin ont plaidé au sommet du G20 à Londres, en avril, pour l'émergence de nouvelles devises de réserve. Ils proposent que le DTS (droit de tirage spécial), l'unité de compte du FMI (Fonds monétaire international), élargisse son panier de référence (dollars, euro, yen, livre sterling) au rouble et au yuan.***
- ***Diversifier les réserves de change***
-